



## Nous voulons un autre monde !

Nous voulons un autre monde.

Le même, répond le G20.

Il est malheureusement probable que les décisions qui y ont été prises ne résoudront pas la crise : au-delà de quelques mesures cosmétiques, elles confortent les responsables de cette crise.

Presque en même temps, l'assemblée générale de l'OTAN a annoncé le renforcement des troupes d'occupation en Afghanistan. Le budget de notre pays va être accablé de 150 millions de dollars supplémentaires pour concrétiser le retour de la France dans le commandement général. Des sous, on en trouve, parfois.

Moraliser le capitalisme ? Voilà qui est bien contradictoire avec l'exigence du libéralisme et de son besoin de « liberté ».

Depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, les philosophes étudient sa logique et sa productivité. On ne sort pas comme ça des eaux glacées du calcul égoïste.

Si nous voulons un autre monde, c'est parce que la logique de celui-ci ne peut l'entraîner que là où il va : la crise, que les dominants veulent évidemment faire payer aux exploités, que voulez-vous qu'ils fassent d'autre ?

Le jeu de scène actuel, bien relayé par les media, est de trouver un responsable inédit à la crise : les traders, les grands patrons, leurs options et leurs parachutes, les paradis fiscaux, les licenciements boursiers.

D'accord, ce sont tous des crapules et il faut s'en débarrasser. Il faut utiliser les arguments anciens (si peu anciens...) de rentabilité économique, comme à CELANESE, pour dénoncer la casse d'entreprises de pointe et le licenciement de milliers de travailleurs. Partout, dans les entreprises, dans la Fonction Publique, il faut défendre les salariés, il faut défendre une orientation de la production au service des gens en général.

Comme l'écrit Caroline Fourest dans Le Monde d'hier, « *interpréter la crise du capitalisme financier en termes de « crise morale », et non en termes de défaillance du politique, permet de rejeter la faute sur ceux qui ont tiré profit du système (les patrons et les traders) au lieu de procéder à une véritable autocritique. Celle du personnel politique ayant accompagné, voire souhaité la dérégulation de ce système pour des raisons idéologiques* ».

Nous voulons vraiment un autre monde. Pour l'obtenir, il ne suffit pas de le vouloir, il faut lutter pour l'obtenir. Il faut se donner les armes pour y parvenir.

Les journées de grève et de manifestations organisées par les syndicats dans le pays construisent peu à peu le mouvement de refus, de rejet, de la politique actuelle et de ses conséquences pour les salariés, les services publics, les entreprises.

La FSU souhaite un parcours revendicatif plus cohérent, une stratégie plus lisible pour tous, des actions plus soutenues.

La dernière réunion interprofessionnelle de la semaine dernière à Pau n'a pas répondu à notre souhait : les camarades confédérés estiment qu'en dépit du redoublement des attaques contre les entreprises et leurs salariés, il y a une baisse du nombre de luttes engagées dans les entreprises du département et que ce n'est pas encore le moment de mettre sur pied une journée d'action avant celle du 1<sup>er</sup> mai. Nous avons donné plusieurs exemples de départements de la Région où de telles actions sont organisées : Landes, Lot et Garonne, Dordogne. Il n'a pas été possible d'obtenir un accord pour notre département. Il est vrai que la manifestation du 2 avril pour la défense de l'Ecole n'a pas connu le succès souhaitable, et que, à part le supérieur et des étudiants, quelques professeurs d'école, il y avait peu de monde.

## **Nous avons une plateforme commune d'action : utilisons-la !**

Ce qui caractérise fondamentalement les actions nationales des huit organisations syndicales, c'est la plateforme du 5 janvier : *« ce que nous faisons ensemble depuis plusieurs semaines, c'est la preuve que les organisations syndicales sont lucides et regardent ce que les salariés attendent le plus face à la crise : que les syndicats parlent ensemble sur les enjeux fondamentaux. »*

De quoi s'agit-il ?

**La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.**

**Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.**

**Face à cette situation et considérant qu'il est de leur responsabilité d'agir en commun pour obtenir des mesures favorables aux salariés, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'Etat.**

**Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.**

**1 – Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique**

**2 – Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités**

**3- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat.**

**4 – Préserver et améliorer les garanties collectives**

**5 – Réglementer la sphère financière internationale.**

On voit que, pour l'instant, aucune de ces revendications qui forment un tout constructif de propositions à mettre en place n'est réalisée.

Pas même le dernier point auquel ressemblent formellement les annonces faites au G 20. Une lecture attentive du communiqué final permet de comprendre que les dirigeants des 20 pays sont conscients que les peuples n'acceptent plus le cynisme des riches et le mépris affiché pour les salariés du monde, le désintérêt pour le maintien des industries et des services publics.

Mais au-delà des rodomontades, aucune décision de fond susceptible de régler la crise n'a été prise. On a demandé à quelques super-riches de rentrer un peu le ventre et d'attendre un peu pour encaisser leurs sous. On a fait semblant de dénoncer quelques paradis fiscaux secondaires.

Interpeller l'Etat, les patrons est-il suffisant ? Ce que disent les organisations syndicales de lutte, c'est qu'il faut aller au-delà de cette interpellation, construire les convergences, organiser des actions communes, des grèves plus larges.

Même s'ils ne savent pas exactement comment résoudre leur problème systémique, les patrons et l'Etat sarkozien savent ce qu'ils ne veulent pas : ils ne veulent pas que ça change, que les profits leur échappent, que les décisions d'organisation de la société leur échappent. C'est cela qu'il faut atteindre.

Pour ce qui concerne les 4 autres revendications, rien. Rien de rien !

Le changement ne se fera que si nous l'imposons. C'est ce que ce texte commun permet de construire. Plus que jamais, utilisons-le pour construire la lutte unitaire. Montrons que l'unité et l'action sont possibles et nécessaires.

U&A FSU 64, le 5 avril 2009

